

Coopération
SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CONAC ET L'AUTORITÉ DE CONTRÔLE ADMINISTRATIF DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

La CONAC a signé une Convention de partenariat le 27 octobre 2016 avec l'Autorité de Contrôle Administratif de la République Arabe d'Egypte.

La convention entre les deux Institutions a pour objet l'établissement d'un partenariat axé sur un partage mutuel des informations et d'assistance technique sur les mesures et les bonnes pratiques de prévention et de lutte contre la corruption. Il ouvre également les opportunités d'organisation conjointe d'activités de formation, de sensibilisation, d'échange des études dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption.

Il sera aussi question de partager des supports méthodologiques ainsi que les différentes expériences. Les deux institutions organiseront aussi des stages de renforcement des capacités du personnel dans le domaine de la prévention et de la répression de la corruption. Sont exclues du champ d'application du Protocole, les questions d'assistance judiciaire mutuelle relatives aux affaires pénales, civiles et commerciales. Le Protocole signé avec l'Autorité égyptienne est conclu pour une durée de cinq ans renouvelable.

Il faut rappeler que ce Protocole est le deuxième que la CONAC établit avec un autre pays après la Convention de Partenariat signée le 13 décembre 2011 avec le Service Central de Prévention de la Corrup-



La signature de la Convention par le Président de la CONAC et le Vice-Président de l'ACA d'Egypte



L'échange des documents entre les deux parties



La photo de famille de la délégation égyptienne avec les membres du Comité de Coordination de la CONAC

EGYPTIAN DELEGATION SATISFIED

The National Anti-Corruption Commission of Cameroon has gone into partnership with the Administrative Control Authority (ACA) of the Arab Republic of Egypt. The signing of the Memorandum of Cooperation between the two institutions took place on Thursday, October 27, 2016 at the headquarters of CONAC in Yaounde.

Cooperation ties between the National Anti-Corruption Commission of Cameroon and the Administrative Control Authority (ACA) of the Arab Republic of Egypt, have been reinforced following the signing of a Memorandum of Cooperation (MOC) between the two institutions. The event of Thursday October 27, 2016, took place at the CONAC headquarters in Yaounde, in the presence of the Egyptian Ambassador to Cameroon, H.E. SHERIF SALAH ELDIN ELLEITHY, members of the Coordination Committee of CONAC and a host of dignitaries.

The Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonne MASSI GAMS, signed the document on behalf of his Commission, while Mr. FATHY GEBRIL, Assistant Chairman of the ACA, Egypt, signed for the Administrative Control Authority of his country. The principal objective of the MOC is to facilitate the exchange of expertise, experience and best practices between the two institutions, in a bid to boost their performance in preventing and combating corruption.

Mr. FATHY GEBRIL said ACA Egypt is ready to share its wealth of experience that spans over 35 years with CONAC.

MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

LE CAMEROUN FÉLICITÉ PAR LES NATIONS UNIES

Le Président de la Commission Nationale Anti-Corruption a l'honneur de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que, dans le cadre du Mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) à travers l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDD), le Cameroun a subi avec succès l'examen de son processus d'internalisation des dispositions de ladite Convention.

A l'issue dudit examen qui s'est déroulé de janvier 2012 à décembre 2015 et au vu des résultats obtenus par la partie camerounaise, notre pays a été retenu par le Mécanisme pour examiner quatre autres pays à savoir : la République de Guinée (examen en cours), la Nouvelle Zélande (examen en cours), le Soudan du Sud, le Burundi.

Au cours de cette période, plus de 1.500 points relatifs aux chapitres III et IV de la CNUCC ont été examinés et notre pays a été jugé conforme sur plus des deux tiers desdits points. Il s'agit, entre autres, de la responsabilité pénale des personnes morales, de la possibilité de poursuivre les agents publics étrangers pour des actes de corruption, du niveau de confiance des Camerounais vis-à-vis de nos institutions de lutte contre la corruption. Le Président de la CONAC tient à féliciter toutes les institutions nationales impliquées dans ce processus pour leur franche collaboration.

Il précise, par ailleurs, qu'il s'agit là d'un indicateur fiable qui démontre que la lutte contre la corruption au Cameroun connaît des avancées pertinentes et que notre pays a désormais une expertise à faire valoir en la matière au niveau international.

Say NO to CORRUPTION ! Every NO counts.

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
 Tél: 222 20 37 32 Fax: 222 20 37 30;
 B.P: 33.200 Yaoundé
 Website: www.conac.cm /Mailto: info@conac.cm

Directeur de Publication
Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS
 Directeur de Publication Délégué
Pr. François ANOUKAHA
 Conseil Editorial
NGALLE EYOUM
 Rédacteur en chef
Irène TCHE MORIKANG
 Rédacteur en chef Adjoint /
 Secrétaire de rédaction
Richard FEGUE EKANI

RAPPORT SUR L'ETAT DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN EN 2015
AVANCEES REMARQUABLES, DEFIS IMPORTANTS



Le Président de la CONAC, Dieudonné MASSI GAMS, remettant le Rapport à un membre du Parlement

La Commission Nationale Anti-Corruption a publié le 29 décembre 2016 à l'Hôtel Hilton de Yaoundé le Rapport sur l'état de lutte contre la corruption au Cameroun en 2015. La cérémonie, présidée par le Président de la CONAC le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS qu'accompagnaient les Membres du Comité de Coordination de la CONAC, a vu la participation de nombreuses personnalités du Gouvernement, du Corps diplomatique, des autres Corps Constitués ainsi que des représentants des médias et de la Société Civile.

Dans son discours, le Président de la CONAC a dressé un bilan des dix ans d'existence de la CONAC. Selon lui, au fil des années, il y a un engouement croissant des acteurs publics engagés dans la lutte contre la corruption et des résultats concrets sont

déjà perceptibles en termes d'allègement des procédures administratives, de réduction des coûts et délais, de respect des normes et standards, de changement des comportements et d'amélioration de la qualité et du rendement des services impliqués.

Une note de présentation du Rapport 2015 par le Vice-Président de la CONAC, le Prof. François ANOUKAHA, a permis à l'audience d'avoir un aperçu du contenu du Rapport et du processus de son élaboration. Le Président de la CONAC appelle à un changement radical des comportements afin de relever les défis majeurs, parmi lesquels l'appropriation de la lutte contre la corruption et l'augmentation du niveau d'exécution des Plans Régionaux de Lutte Contre la Corruption. Des copies du Rapport en français et en anglais ont été distribuées à tous les participants. Le rapport 2015 est disponible sur internet à l'adresse www.conac.cm.

MASSIVE ATTENDANCE, INCISIVE REMARKS



Amongst those present for the official presentation ceremony of the 2015 Report on the state of the fight against corruption in Cameroon were members of the Legislative, Judicial and Executive arms of Government, the Diplomatic corps, the civil society members and the media. Each had something pertinent to say concerning the activities of CONAC as presented in the report.

Senator Pierre FLAMBEAU NGAYAP encouraged CONAC to work closely with Senators and Members of Parliament. He frowned at members of Government who are still to introduce the fight against corruption in their action plans, while noting that the inclusion of an anti-corruption plan of action would be a prerequisite for the examination of

every budgetary proposal. Following the footsteps of the Senator, was Honorable Martin OYONO who encouraged Cameroonians not to lose faith in CONAC as it will rise and shine with more victories against corruption. Honorable OYONO then went on to make a series of revelations of acts of corruption in Cameroon's public administration. A Civil Society leader, Hilaire KAMGA, asked CONAC to encourage the President of the Republic to make sure Article 66 of the Constitution on the declaration of assets goes into full implementation. Other speakers from the media requested that CONAC be given regional representations, including an appropriate budget to carry out its activities.

The Chairman noted that CONAC would take into consideration the remarks made and investigate the denunciations.

RAPPORT 2015: DES CHIFFRES ELOQUENTS

Contributions au Rapport 2015.
 Sur 103 structures saisies, 59 ont répondu favorablement (57,28%). Les Départements Ministériels suivants n'ont pas transmis leurs contributions: MINATD ; MINREX ; MINFI ; MINADER ; MINDCAF ; MINEE ; MINTRANSPORTS ; MINSEP ; MINCOM.

Fonctionnement de la CONAC : 2012-2016.
 L'organe de délibération et de décision de la CONAC a pris 441 résolutions. 381 émissions ont été produites et diffusées dont 310 émissions radiophoniques et 71 émissions télévisées. Sur 38 Ministères, 34 Sociétés d'Etat et Organismes Publics recensés, seules 30 Administrations se sont engagées dans le processus de mise en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides (IRR).

Investigations et répression : 2007-2015.
 508 personnes impliquées ou soupçonnées de pratiques illicites ont été auditionnées par la CONAC. 21 contrôles physico-financiers effectués. 02 Commissions de Passation des Marchés évaluées. 42 procédures initiées et transmises aux juridictions, dont 28 procédures en cours et 14 décisions rendues. 87 missions d'interventions rapides déployées sur le terrain dont 15 en 2015.

Sommes d'argent dues à l'Etat en 2015.
 Le préjudice financier subi par l'Etat s'élève à 17.1.843.239.983 FCFA dont 170.548.801.873.049 FCFA (opérateurs de téléphonie mobile) ; 935.747.210 FCFA (gestion administrative et financière de l'hôtel AYABA de Bamenda) et 358.690.900 FCFA (malversations foncières et financières perpétrées à Lobo dans le Département de la Lékié, Région du Centre).

Décisions de Justice.
 En 2015, la Chambre de Contrôle de l'Instruction de la Cour Suprême a rendu 10 décisions pour des recours relatifs à des affaires de corruption et infractions assimilées. La Section Spécialisée de la Cour Suprême a rendu 11 décisions pour des pourvois relatifs à des affaires de corruption. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême a rendu 06 arrêts définitifs.

Dénonciation des pratiques de corruption.
 Les dénonciations reçues à la CONAC sont passées de 164 en 2008 à 3.268 en 2015, soit un cumul de 13.149 en sept ans.

Recouvrement des fonds grâce à la CONAC.
 Près de 6 milliards de FCFA ont été recouvrés ; 10.249.969.193 FCFA sont en cours de recouvrement ; 170.548.873.049 FCFA milliards doivent être payés par les sociétés de téléphonie mobile au Trésor Public à titre d'impôts et taxes et à l'ART au titre des redevances et contributions ; 8.840.339.816 FCFA représentent le préjudice subi par l'Etat dans le cadre de la gestion du Fonds d'indemnisation des victimes de la catastrophe de Nsam.

Etat des chantiers abandonnés
 432 projets ont été abandonnés de 1993 à 2015, dont 45 chantiers pour la seule année 2015.

Plus de 60 entreprises ont abandonné chacune au moins 02 chantiers...

INTERNATIONAL ANTI-CORRUPTION DAY

CONAC BATTLES CORRUPTION IN THE TRANSPORT AND EDUCATION SECTORS

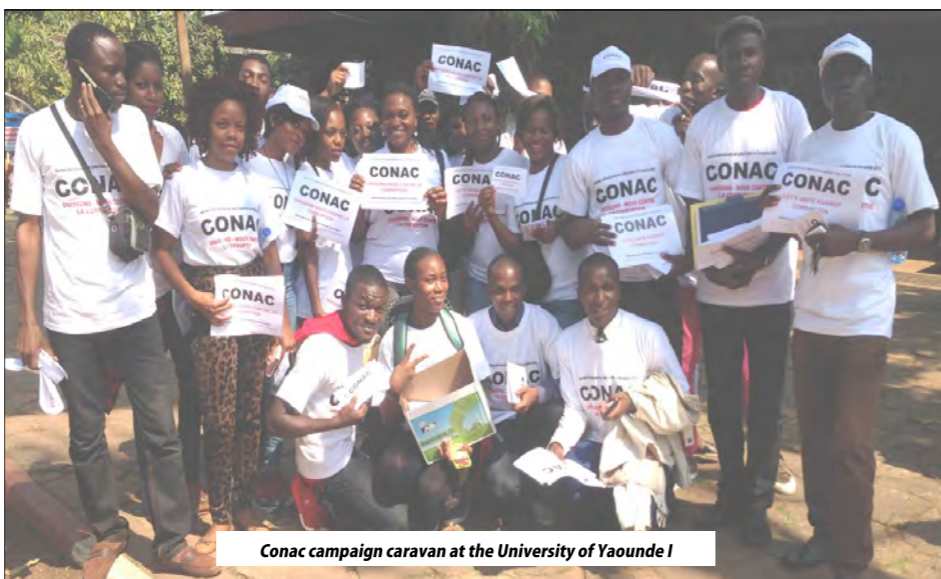
On the occasion of the celebration of the 2016 International Anti-Corruption Day, the National Anti-Corruption Commission, organized outreach events in the transport and education sectors.

The commemoration of the 2016 edition of the International Anti-Corruption Day by the National Anti-Corruption Commission on December 9, 2016, was full of innovations. It was the first time that CONAC was organizing a caravan. The transport sector was chosen because it presents some of the most visible forms of corruption. Corruption at road control points, weighing stations... happens under the watchful eyes of everyone.

On the other hand, the education sector was chosen for its potential to produce a generation of Cameroonians who can say NO to corruption if the right seeds are sown. The caravan to higher institutions of learning composed principally of youths who took a message of integrity to their peers.

The warm welcome that was reserved to the CONAC caravan, be it in the Transport or Education sectors, indicated the willingness of Cameroonians to play a more active role in the fight against corruption. The bike-riders, taxi drivers, bus drivers, students and even lecturers joined their voices to that of CONAC to say "NO" to corruption.

The day ended with a press lunch offered by CONAC.



Conac campaign caravan at the University of Yaounde I

LA CONAC ET LES SYNDICATS SENSIBILISENT DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

A l'occasion de la célébration le 9 décembre 2016 de la Journée Internationale de lutte contre la corruption, la CONAC, assistée par des syndicats et des responsables d'agences de voyage a organisé une caravane anti-corruption dans des villes du Cameroun avec un succès retentissant.

Près de 200 acteurs ont été mobilisés pour cette caravane. Leaders syndicaux, responsables d'agences de voyage ainsi que des responsables de la CONAC ont pris d'assaut les lieux de stationnement, les sites des agences de voyage,



les stations de pesage, les péages routiers ainsi que des gares routières.

Environ 5000 personnes ont été sensibilisées directement. La CONAC estime à 2 000 000 le nombre de personnes touchées indirectement par le message à travers le territoire national. Sur les tee-shirts, les autocollants, les affiches et les casquettes conçues pour la circonstance, on pouvait lire « Unissons-nous contre la corruption, dénonçons les pratiques illicites. »

Partout où la caravane est passée, elle a reçu un bon accueil de la part des populations qui ont souhaité que cette initiative se pérennise.

La journée a été clôturée par un déjeuner de presse offert par le Président de la CONAC.

YOUTHS AGAINST CORRUPTION IN UNIVERSITIES



The CONAC education caravan of Anti-Corruption Day for the Fight Against Corruption was manned by youths of the Mfoundi branch of the National Youth Council.

Together with staff of the National Anti-Corruption Commission, the team of over 100 persons took special messages to the universities of Yaoundé I and II, as well as to other private institutions of Higher Education.

Flyers with messages of integrity were handed to students by their mates of the Youth Council, who reiterated the importance of making the University a corruption-free zone. Members of the CONAC integrity caravan enjoined students, lecturers and support staff of institutions of higher learning to denounce all unorthodox practices in the higher education sector.

The messages were simply put: "DO NOT ACCEPT TO BE CORRUPTED AND DO NOT CORRUPT!" "Together we must block the way to corruption".

Most of the institutions of higher learning boasted that they had put in place existing anti-corruption structures, like "Control Teams and Units against Corruption". They promised to continue preaching the message of integrity for the university youths to grow into responsible citizens of Cameroon.



« UN « NON » COLLECTIF BRISERA LA CHAÎNE DE LA CORRUPTION »

L'intégralité du message du Président de la Commission Nationale Anti-Corruption à l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption 2016.

« Ce vendredi 09 décembre 2016, le Cameroun se joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée internationale de lutte contre la corruption sous le thème : « La corruption : un obstacle à la réalisation des Objectifs de Développement Durable ». Le thème de cette année vise à rassembler les nations autour de ce fléau pour plus de développement, de paix et de sécurité.

C'est l'occasion pour la Commission Nationale Anti-Corruption d'appeler les citoyens camerounais à s'engager davantage dans le combat contre la corruption qui constitue un véritable frein au développement social et économique de notre beau pays.

Nos efforts s'orienteront davantage vers les secteurs du transport et de l'enseignement supérieur où l'on enregistre les pratiques frauduleuses les plus visibles et les plus dévastatrices. Des caravanes anti-corruption sillonnent gares routières, agences de transport, stations de pesage et péages routiers ainsi que les établissements publics et privés d'enseignement supérieur dans le but de sensibiliser les populations sur les dangers de la corruption et la nécessité d'y mettre un terme.

Le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, a démontré son engagement à lutter contre la corruption dans tous les secteurs et à tous les niveaux sans distinction d'âge, de tribu, de statut social, de religion ou d'appartenance politique. Joignons nos voix à la sienne afin de contribuer à l'édification d'une nation intègre.

Cela commence par un « NON » ; un « NON » collectif qui brisera la chaîne de la corruption.

En disant « Non » à la corruption, nous contribuerons à l'édification du Cameroun que nous souhaitons ; un Cameroun où les ressources publiques seront gérées sainement de manière à fournir aux populations les services sociaux de base : santé, éducation, logement, eau potable et assainissement ; un Cameroun où les usagers seront servis par des agents publics dévoués et désintéressés ; un Cameroun prospère. C'est de ce Cameroun que nous rêvons. Faisons de ce rêve une réalité en disant chacun « Non » à la corruption ».

IMPLEMENTATION OF THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION STRATEGY

REGIONAL ACTORS REINFORCE SKILLS

Regional stakeholders in the fight against corruption have been receiving training on how to identify and break resistance in the fight against corruption, lead change, measure progress and overcome ethical dilemmas.

The National Anti-Corruption Commission of Cameroon, CONAC, from October 10, 2016 began organising a series of workshops in the regional capitals to evaluate the level of implementation of Regional Anti-Corruption Plans of Action for 2016 and adopt possible strategies for 2017.

The team of trainers from CONAC has so far been to East, South, Adamawa, North, North West, West and South West regions. The Littoral, Far North and Centre regions would be covered in February and March 2017.

Generally, these workshops which are presided at by the Regional Governors in the presence of the Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, or other members of the Coordination Committee of CONAC, bring together Regional Service Inspectors, Regional Delegates, Mayors, legal authorities such as Magistrates, Lawyers and Notaries, the Forces of Law and Order, Custom officials, leaders of Civil Society Organisations, as well as political, traditional and religious dignitaries of the Region.

Participants generally review activities carried out to combat corruption in the course of year 2016, analyse difficulties encountered and indicate possible actions that could reinforce the fight against corruption in 2017.

Participants also receive skills on how to identify and break resistance in the fight against corruption, lead change, measure progress and overcome ethical dilemmas. Special emphasis is laid on practical tools used in the fight against corruption such as the PRECIS method which involves the concomitant implementation of actions of Prevention, Education, Conditions, Incentives and Sanction to curb corruption.



Governor Adolphe LELE LAFRIQUE of the North West Region says Cameroonians should join the fight against corruption



Governor Grégoire MVONGO of the East Region (Center) chaired the CONAC workshop in Bertoua

EXECUTION DES PLANS RÉGIONAUX DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CLASSEMENT PAR REGION

Depuis sa validation par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers le 08 février 2011, sa mise en œuvre, du reste opposable à tous les citoyens camerounais et à toutes les administrations publiques, parapubliques et privées, s'est effectuée à travers l'organisation de 10 ateliers régionaux ayant permis l'imprégnation de pas moins de 1000 participants que sont les autorités administratives, traditionnelles et religieuses, les responsables des administrations publiques, parapubliques et privées, les élus locaux et les membres des organisations de la société civile des dispositions du document de SNLCC ; l'appui à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des plans d'actions régionaux de lutte contre la corruption.

Cet exercice, qui s'accomplit depuis l'année 2012, permet à chaque Région de disposer d'un plan d'actions annuel de lutte contre la corruption aux acteurs régionaux chargés de son exécution de voir leurs capacités se renforcer dans ce domaine et à la communauté nationale de se faire une idée du taux d'exécution desdits plans d'action dans les Régions.

La synthèse qui en a été faite a donné le classement suivants au terme de l'année 2015.

Rang	Région	Taux général d'exécution des plans d'actions de LCC depuis 2012
1 ^{er}	Adamaoua	33, 90 %
2 ^e	Extrême-Nord	32, 92 %
3 ^e	Centre	32, 52 %
4 ^e	Sud-Ouest	29, 48 %
5 ^e	Nord-Ouest	29,41 %
6 ^e	Nord	29, 27 %
7 ^e	Ouest	26,31 %
8 ^e	Est	21, 71 %
9 ^e	Sud	19,96 %
10 ^{ème}	Littoral	19,90 %
Moyenne nationale		27,53%

UNISSONS-NOUS TOUS CONTRE LA CORRUPTION, DENONÇONS LES PRATIQUES ILLICITES !